

« Les primaires partisans dans le péronisme (1989-2014) : vers un processus d'institutionnalisation ? »

Darío Rodríguez

Docteur associé au CERI, Sciences Po / CNRS

*“El peronismo fue un movimiento, después un partido y hoy es el universo”
Ernesto Calvo (El Estadista, 11/03/15)*

Malgré la crise de représentation partisane et la fragmentation profonde du système partisan, le péronisme demeure la principale force politique de l'Argentine. Cependant, cette place privilégiée ne doit pas occulter le processus de transformation qui a marqué ce mouvement politique pendant les dernières décennies. La transition à la démocratie, inaugurée aux élections présidentielles de 1983, et la mutation de la représentation, manifeste à partir des années quatre-vingt-dix, ont déterminé spécifiquement ce processus. Dans ce cadre, si on tient compte de la normalisation institutionnelle, de la personnalisation des liens représentatifs et de la crise de la politique partisane qu'a vécues l'Argentine, au début du XXI^e siècle, l'établissement d'un nouveau modèle de sélection des candidats, dans cette force politique, apparaît comme une dimension d'analyse pertinente. En effet, cette dimension a non seulement été cruciale du point de vue de la nomination des leaderships péronistes, mais elle a également mis en lumière la relation de cette force politique avec les normes et les procédures qui organisent la dynamique électorale en Argentine.

Considérant l'établissement des primaires partisans comme une dimension significative contribuant à l'organisation du jeu politique, je me propose d'étudier le processus d'adoption de ce mécanisme de sélection des candidats dans l'Argentine récente. Je me focalise donc sur l'examen du processus d'institutionnalisation du péronisme, voire sur son processus de « partisanisation » compris ici à partir de l'adoption d'un ensemble de procédures réglant la vie interne de cette force politique. Pour répondre à la question de recherche : le péronisme se dirige-t-il vers un processus d'institutionnalisation ?, j'analyse les internes partisans dans différentes scènes d'observation. À savoir, 1) l'établissement pour la première fois des internes dans le péronisme en 1988 ; 2) la généralisation de ce mécanisme à différents niveaux de représentation politique pendant les années quatre-vingt-dix ; 3) leur rôle dans la sortie de la crise de 2001 et dans la lutte partisane du péronisme en 2003, et leur nouvelle place, à partir de la création en 2009 des premières internes ouvertes, obligatoires et simultanées pour toutes les forces politiques, lors des élections présidentielles plus récentes et, tout particulièrement, face au processus électoral de 2015.

Mon hypothèse de travail est double. D'abord, je soutiens que les transformations récentes du péronisme doivent se comprendre en considérant tant l'action présidentielle des leaderships politiques que les propriétés distinctives de cette force politique dans un contexte marqué par la stabilisation procédurale de la démocratie argentine depuis 1983, par le processus de métamorphose de la représentation politique (Manin, 1996), explicite au cours des années quatre-vingt-dix, et finalement par la crise des médiations partisans déclenchée en 2001. Ensuite, j'avance que la relation du péronisme aux normes est aujourd'hui marquée par un paradoxe inédit. Si, d'un côté, l'analyse historique confirme que les règles internes ont été

adaptées – et ce depuis toujours – aux besoins conjoncturels de ses leaders politiques, confirmant la « départisanisation » de cette force politique, le scénario politique découlant des prochaines élections présidentielles d'octobre 2015 ouvre une voie possible vers une institutionnalisation.

La transition à la démocratie et la « rénovation péroniste » (1983-1989)

C'est dans le contexte de crise des élections de 1946 que la faction conservatrice du radicalisme, l'unionisme, a convoqué pour la première fois dans l'histoire argentine la réalisation d'internes partisans pour sélectionner ses candidats. Cependant, ce n'est que 37 ans plus tard, grâce au processus de normalisation définitive de la démocratie argentine initié en 1983, que ce mécanisme a acquis une véritable signification dans la configuration de la scène politique nationale. Et ce, principalement, parce qu'il a permis de résoudre le conflit concernant la succession politique au sein du péronisme.

La mort de Perón en juillet 1974 a confronté le péronisme à un dilemme crucial : celui de sa survivance suite à la disparition de l'autorité de son leader fondateur. Les événements politiques qui sont survenus immédiatement après ont mis en évidence la résolution fatidique de ce dilemme. La disparition physique du général a plongé le péronisme, en tant que mouvement politique d'origine charismatique (Mustapic, 2002), dans un processus de fragmentation et de violence politique. La lutte armée entre les tendances de gauche, associées aux secteurs de la jeunesse, et celles de droite, identifiées avec le pouvoir syndical, a monopolisé la vie politique argentine, entraînant une nouvelle rupture institutionnelle du système politique. Suite à la fin de la dictature (1976-1983), un nouveau schéma de pouvoir interne s'est consolidé dans le péronisme, en rupture avec celui en vigueur au début de la décennie des années soixante-dix, où la gauche péroniste avait connu son âge d'or.

Quand a été annoncée publiquement la date des élections qui marqueront le retour de la démocratie, en octobre 1983, le péronisme se trouvait décimé, mais, en même temps, fortifié par la renaissance de la vie politique partisane et l'expansion de l'effervescence citoyenne qui ont marqué cette époque. Cependant, les résultats de ces élections ont rapidement démontré que cette force politique manquait d'une lecture appropriée du nouveau temps politique qui était en train de s'inaugurer¹. À la lumière de cette défaite, un long chemin commença vers la *rénovation* du péronisme.

Ainsi, la remise en cause de la direction syndicale a donné naissance à une tendance critique au sein de cette force politique qui rendit publique la nécessité de démocratiser le mouvement péroniste pour réussir à récupérer le soutien électoral perdu en faveur du radicalisme. Les dirigeants politiques proposaient, concrètement, que le péronisme avance vers un processus de « partisanisation » correspondant à l'inauguration d'un espace politique où les acteurs du nouveau jeu politique électoral se reconnaissent comme adversaires légitimes. Le conflit interne se reconfigure ainsi en ces termes : entre ceux qui préconisaient le changement et ceux qui s'accrochaient à la tradition populiste du mouvement. Mais, la question-clé concernait les limites à ne pas dépasser pour que le péronisme puisse se réinventer, sans dissoudre ses piliers identitaires. Cette tension traversa l'expérience « rénovatrice », déterminant ses avancées et ses propres limites.

La réalisation des élections législatives de 1985 permit la consolidation de cette nouvelle tendance, en modifiant la distribution du pouvoir partisan à l'intérieur des rangs du péronisme. Malgré la nouvelle défaite du péronisme au niveau national, le triomphe de la *rénovation* vis-à-vis des *orthodoxes* mit en valeur la figure d'Antonio Cafiero, dirigeant suprême de cet espace dans le territoire de Buenos Aires. Cette victoire lui a aussi permis de

commencer à organiser le lancement de sa candidature comme gouverneur provincial, en vue des élections de 1987.

À la lumière des résultats, la dilution des appuis radicaux se constata dans quasiment tous les districts du pays, mais la chute fut particulièrement déterminante en raison de la perte de contrôle du plus important d'entre eux : la province de Buenos Aires. Dans ce territoire, le Front Justicialiste Rénovateur (FJR) remporta 45,08 % des votes reléguant à la deuxième position l'Union Civique Radicale (UCR), qui dut se contenter de 37,55 % des suffrages. Antonio Cafiero fut donc élu gouverneur, déblayant le chemin vers son objectif principal : la conquête du pouvoir présidentiel aux prochaines élections de 1989. Dans ce cadre, Menem avança rapidement dans l'articulation de sa stratégie d'accumulation interne de pouvoir. Vers la fin de l'année 1987, le gouverneur de La Rioja décida de configurer son propre espace de pouvoir et de rompre définitivement les amarres avec les secteurs de la *renovation*, en se lançant dans l'aventure politique que supposait la course à la présidence. Ainsi, le péronisme rénovateur appliqua un dispositif inédit dans son histoire suite à la mort de son leader fondateur : résoudre la concurrence interne dans les urnes et non par les armes.

Dans ce cadre, Menem devait pour gagner vaincre la structure politique la plus importante du pays dirigée par Antonio Cafiero, maintenant institutionnalisée et au fonctionnement huilé grâce à l'action du projet rénovateur. Parmi ses anciens compagnons de route, il existait des différences claires sur la manière dont le péronisme devait réarticuler sa base d'appuis dans le cadre de sa reconversion partisane (Novaro et Palermo, 1996). Alors que la direction cafiériste proclamait qu'en syntonie avec le processus d'institutionnalisation et de démocratisation que vivait cette force politique, elle devait doter d'une certaine cohérence les secteurs qu'elle incluait en son sein ; Menem, au contraire, faisait étalage sur ce point du pragmatisme le plus cru. L'action de Menem se concentra donc, à partir d'un schéma d'action flexible, sur le fait de rassembler tous les secteurs qui avaient été marginalisés par la direction rénovatrice et tous les réseaux partisans qui opéraient plus près de la base militante que du sommet partisan.

En définitive, si la stratégie de Cafiero fut de se présenter comme une figure qui incarnait la rupture avec le passé et représentait la défense des procédures démocratiques, la position de Carlos Menem fut de chercher à séduire l'électorat partisan à travers la mobilisation de l'identité historique, de par son contact immédiat avec le peuple et en opposition ouverte vis-à-vis des médiations partisans. Depuis l'expression de l'affect et de l'empathie, Menem se présenta comme le candidat qui incarnait les intérêts du peuple et qui, grâce à ses qualités charismatiques, pouvait le sauver de tous ses maux.

Les résultats des élections internes du PJ, réalisées le 3 juillet 1988, proclamèrent officiellement la formule présidentielle dirigée par Carlos Menem, faisant ainsi échouer la principale figure partisane au niveau national, Antonio Cafiero. Parvenant à un peu plus de 53 % des votes, dans le cadre d'un processus électoral où l'on enregistra une importante participation des militants et des affiliés péronistes, Menem triompha grâce au soutien des districts les plus densément peuplés, principalement la province de Buenos Aires, et aux victoires enregistrées dans un grand nombre des districts provinciaux qui composent le territoire national. L'appareil partisan justicialiste a été tenu en échec par l'existence d'un schéma inorganique, composé d'une multitude de réseaux politiques superposés et conduits par une figure de type charismatique (Arias, 1995).

Le retour au pouvoir du péronisme apparaissait ainsi de nouveau possible et, pour le moment, il prenait la forme la plus traditionnelle, celle du populisme-étatique, forme qu'encourageait le rejet des secteurs économiques les plus importants. Mais, le triomphe du caudillo de La Rioja a également entraîné des interrogations, dans un domaine plus politique, concernant le bilan

institutionnel du processus de transformation interne vécu par le péronisme suite à la défaite de 1983. Approfondissant les ambiguïtés déjà présentes dans ce processus, le type d'interpellation populiste, matérialisée par le refus de Menem des médiations institutionnelles, a supposé un clair retour en arrière vis-à-vis du processus de partisanisation et de démocratisation que le péronisme avait mené, non sans tensions, durant cette décennie. Les élections présidentielles de 1989 ont confirmé la normalisation institutionnelle du régime politique argentin, permettant l'alternance politique, ainsi que la consolidation de son format bipartisan, avec le justicialisme et le radicalisme en tant qu'acteurs principaux. Cependant, l'origine du ménémisme supposa l'inversion du processus de démocratisation institutionnelle, objectif de l'expérience rénovatrice (Palermo, 2014).

Le ménémisme et la territorialisation du péronisme (1989-1999)

Depuis la naissance de l'expérience rénovatrice jusqu'au triomphe aux élections présidentielles de mai, la relation entre Menem et le PJ fut marquée par un complexe jeu déterminé par l'oscillation entre la distance du président par rapport à cette structure et son rapprochement, au moment où primèrent les calculs stratégiques à l'heure de cumuler des soutiens électoraux. Dans la première étape de gestion, depuis son ascension jusqu'à la réalisation des élections législatives de septembre 1991, Menem chercha à structurer une base d'appuis ample, fluide, marquée par son hétérogénéité et son caractère inorganique. Au cours de ce processus, le justicialisme fut non seulement déplacé de son rôle de parti de gouvernement, en lui niant l'accomplissement d'un rôle actif au sein du domaine de prise de décisions politiquesⁱⁱ, mais il fut également écarté en tant que structure de médiation et d'agrégation d'intérêts politiques et sociaux, en revendiquant la vigueur d'une conception *mouvementiste*. Carlos Menem, sans pour autant renoncer à inscrire son projet politique au sein de l'univers de la tradition péroniste, initia la réalisation d'un programme de réforme du marché en privilégiant, à cette étape, sa relation avec l'opinion publique émergente et volatile.

Mais le contrôle de la structure partisane péroniste, aux mains du ménémisme à partir de 1990, modifia centralement la relation avec le PJ. Après que Cafiero soit écarté de la présidence du parti, le gouvernement habilita un processus de réaffirmation de sa base de soutiens partisans, donnant naissance à l'étape de l'hégémonie ménémiste à l'intérieur du justicialisme. Donnant corps à un principe de base (que respecte l'organisation du péronisme en tant que parti), une fois de plus la logique selon laquelle l'exercice du pouvoir revient à ceux qui assurent des succès électoraux *prima*. Cela explique donc l'origine du processus de configuration d'une structure disciplinée, consolidée à partir des ressources étatiques et s'affirmant comme un soutien institutionnel du gouvernement de Carlos Menem. Ce processus récent atteindra sa pleine vigueur suite au triomphe aux élections de 1991, inaugurant la phase de consolidation du leadership ménémiste, dans laquelle le justicialisme devient un « parti de gouvernement » (Novaro, 2009 : 410). La coalition des soutiens ménémistes commença à expérimenter un processus d'institutionnalisation à partir de la configuration d'un schéma d'appuis plus formalisés, où les syndicats perdirent leur place historique (Gutierrez, 1998). Mais, que nous dit ce processus vis-à-vis de l'institutionnalisation telle que nous l'entendons ici, c'est-à-dire en relation avec la partisanisation du péronisme et l'adoption d'un schéma régularisé de fonctionnement interne ?

Durant la décennie ménémiste, le *credo* néolibéral s'affirma comme le nouveau principe organisateur de la « foi péroniste », rendant compte, une fois de plus, de la capacité d'adaptation de cette force, et grâce à cela, de son pouvoir pour conserver une position dominante au centre du système politique argentin. Mais le pragmatisme et l'élasticité idéologique ne sont pas les seules explications. Comme l'affirme Levitsky (2005), il faut

également considérer ses particularités organisationnelles en tant qu'« institution informelle » : durant la décennie des années quatre-vingt-dix, le PJ devient un « parti clientéliste », il s'affirme comme une « structure d'assistance » enracinée dans les masses (Auyero, 2002), mais avec une structure organisationnelle flexible où les bases conservent toujours des degrés d'autonomie importants vis-à-vis de la direction politique. Entre autres facteurs, cela permet de rendre compte du processus de *ménémisation* du péronisme et de sa distance vis-à-vis des modèles formalisés d'organisation du pouvoir partisan. Et c'est précisément dans le domaine de la sélection des candidats que cette distance s'exprima sans ambiguïté.

En effet, si le justicialisme sous l'effet de la rénovation péroniste réalisa les internes partisans pour définir ses candidats présidentiels aux élections de 1989, ce sera la première et dernière fois qu'on mit en pratique ce mécanisme pour définir la candidature présidentielle. Sous la direction ménémiste, on abandonna cette pratique au niveau national, l'autorité du leader redevenant le principe en vigueur à l'heure de définir la succession politique. Cependant, le mécanisme des internes partisans continua à être utilisé relativement fréquemment dans le péronisme, mais dans des scènes provinciales, redéfinies dans les années quatre-vingt-dix comme de nouveaux centres de pouvoir pour parvenir à consolider les bases du pouvoir national (De Luca et Tula, 2011). Comme le soutiennent ces auteurs, contre la tendance historique du péronisme à définir les candidats via les décisions de la coupole partisane, depuis la victoire des rénovateurs et jusqu'en 2001, le péronisme réalisa des internes partisans dans la majorité des districts électoraux. Face à l'absence d'une normativité nationale en la matière, les partis jouissent sur le terrain provincial de toute l'autonomie nécessaire pour décider à leur guise des mécanismes de sélection des candidatsⁱⁱⁱ.

Le nouveau siècle : le cycle kirchnériste (2003-2015)

Vers la fin du siècle passé, les divergences entre le président de la Nation et chef du parti, Carlos Menem, et le dirigeant territorial du péronisme de Buenos Aires, Eduardo Duhalde, autour de la définition de la candidature présidentielle en vue des élections de 1999, plongea le péronisme dans un processus accéléré de fragmentation partisane. Cette situation mit de nouveau en évidence les limites du processus d'institutionnalisation du péronisme, dans un cadre où les luttes de pouvoir apparurent soumises au règne de la relation de force entre ces deux leaders, et non aux procédures formelles. Si un péronisme de nouveau divisé perd les élections présidentielles de 1999, en faveur de l'Alliance, cette situation de dispersion du pouvoir parviendra à un développement inédit lors des élections présidentielles de 2003, convoquées dans le but d'instaurer une issue politique définitive à la crise politique inaugurée en décembre 2001.

Précisément en réponse à la crise et dans le but de satisfaire les demandes d'une citoyenneté critique – comme jamais auparavant – vis-à-vis des structures partisans, le gouvernement de transition présidé par Duhalde sanctionne, en juin 2002, la loi nationale des internes partisans. Avec l'objectif de démocratiser les partis, on établit pour la première fois un processus de sélection des candidats ouvert, simultané et obligatoire. Cependant, quelques mois après, en décembre de la même année, ce mécanisme est suspendu par Duhalde dans le contexte d'une réédition des luttes avec Menem pour réussir à contrôler le pouvoir partisan en vue des prochaines élections nationales. De nouveau, le conflit entre ces deux leaders rend compte de l'état de désinstitutionnalisation du péronisme et de son attachement, toujours stratégique, aux règles et aux procédures. Une fois encore, ses conflits internes sont au centre de la société argentine. Mais, à la différence du passé, ils seront résolus par le vote dans le contexte de la convocation aux élections présidentielles d'avril 2003, où trois candidats

péronistes se présentèrent directement aux élections sans qu'aucun d'entre eux ne puissent se présenter sous le sceau partisan du PJ. Cette tendance à la départisanisation du péronisme s'accroîtra clairement durant le cycle kirchnériste inauguré en 2003.

Si Néstor Kirchner arrive au pouvoir avec le soutien décisif de la structure justicialiste de la province de Buenos Aires, après son arrivée à la présidence, sa stratégie de construction de pouvoir se centrera sur la configuration d'un schéma de pouvoir fidèle à la nouvelle autorité présidentielle, débordant pour ce faire les frontières du péronisme. Ce processus entraînera un affaiblissement du poids partisan du PJ. Si, dans un premier temps, pour des questions de gouvernabilité, Kirchner chercha à coopérer avec la structure du parti, rapidement, un nouveau conflit au sein du péronisme, maintenant entre sa personne et celle de Duhalde, amènera l'ex-gouverneur patagonique à affronter directement la structure justicialiste, soumise à une inactivité inédite entre 2004 et le début de 2008. Trois stratégies ont défini la relation entre Kirchner et le PJ au cours de ce processus : le projet de la transversalité en 2004, la rupture avec le justicialisme aux élections législatives de 2005 et la formule de la Coalition Plurielle (CP) aux élections présidentielles de 2007.

La transversalité, c'est-à-dire la construction d'un front politique pluriel à visée progressiste allant au-delà des frontières du péronisme, dans le but de doter le gouvernement d'une base de soutiens propre, naît de l'affrontement avec la structure justicialiste duhaldiste. Ce conflit s'exprimera ouvertement lors des élections législatives de 2005, particulièrement dans le principal district électoral du pays : la province de Buenos Aires. Une fois la formule justicialiste vaincue, face à la candidature du Front pour la Victoire (FPV), une nouvelle étape marqua la relation entre l'autorité présidentielle et le justicialisme. Si une grande partie des dirigeants du PJ opposés au kirchnérisme décident d'intégrer le « projet-gagnant », suivant ainsi la maxime péroniste selon laquelle « celui qui gagne gouverne et celui qui perd accompagne », le parti n'occupe pas pour autant une place institutionnalisée au sein de la coalition gouvernementale. Au contraire, en syntonie avec la ligne d'action qui marqua l'affrontement avec le duhaldisme, le PJ resta institutionnellement inactif (Cherny, 2014). Dans ce contexte défini par la consolidation du pouvoir présidentiel kirchnériste, on décide au cours de l'année 2006 la dérogation définitive de la loi des internes ouvertes, simultanées et obligatoires établie en 2002^{iv}.

Les élections présidentielles de 2007 donnèrent à voir deux processus principaux. D'un côté, elles ont révélé l'inclusion du PJ au sein d'une coalition de soutiens plus large, baptisée CP, où des référents du radicalisme et d'autres forces politiques occupent des places importantes dans la structure officielle ; et, d'un autre côté, elles reflétèrent la stratégie kirchnériste tendant à encourager un nouveau processus de désinstitutionnalisation et de fragmentation du PJ. Comme jamais auparavant, des secteurs appartenant à d'autres espaces politiques ont affronté des « hommes du parti » au sein de la vaste structure kirchnériste. Déjà durant le premier gouvernement de Cristina de Kirchner (2007-2011), et suite à des années d'acéphalie partisane, Kirchner décide d'assumer la présidence du PJ en janvier 2008, cherchant ainsi à réorganiser les bases du pouvoir partisan. Finalement, une phase de réinstitutionnalisation du péronisme paraissait voir le jour, mais la crise entre le gouvernement et les secteurs agricoles, déclenchée au cours de cette même année, modifia complètement le scénario. En effet, si l'affirmation des positions de pouvoir fut l'objectif des secteurs partisans dans le contexte de consolidation du pouvoir présidentiel, la survivance politique fut la fin recherchée par tous face à la situation de faiblesse du kirchnérisme, suite à sa défaite aux élections législatives de 2009. C'est précisément dans ce cadre, et dans le but de limiter l'extrême fragmentation du système partisan argentin, que le gouvernement décide l'établissement d'un nouveau mécanisme de sélection des candidats.

La sanction de la loi 26.571 établit la réalisation des primaires ouvertes, simultanées et obligatoires (PASO) pour tous les partis et toutes les charges électives au niveau national. L'originalité de ce dispositif, inédit dans toute l'Amérique latine, réside, premièrement, dans le fait que les internes sont obligatoires pour tous les citoyens habilités à voter qu'ils soient ou non affiliés à un parti politique et, deuxièmement, dans le fait que les élections sont obligatoires pour tous les partis qui prétendent concourir aux élections nationales, même pour ceux qui ne présentent qu'une seule liste de pré-candidats. Ces caractéristiques font de ce nouveau système, en vigueur depuis les élections présidentielles de 2011, une sorte de premier tour dans un système à trois tours (Casullo, 2015). Les PASO fonctionnent comme le premier tour électoral, suivi par l'élection nationale et, ensuite, en fonction du résultat, de la réalisation ou non du ballottage entre les deux forces majoritaires. En considérant les attributs distinctifs des PASO, on peut observer la manière dont ce système a des incidences sur la configuration du processus électoral dans deux dimensions-clés : l'offre électorale et les résultats. Mais, comment ce mécanisme affecta-t-il concrètement le kirchnérisme et le péronisme en général ?

À la lumière des derniers processus électoraux et de la réalisation récente des PASO en vue des élections présidentielles d'octobre de cette année, nous pouvons observer que ce mécanisme a été établi, premièrement, pour contenir les luttes de pouvoir au sein du kirchnérisme, encourageant une dynamique de concurrence interne régularisée visant à institutionnaliser la structure officielle. Cependant, jusqu'à maintenant, c'est la décision unilatérale du leader présidentiel qui a primé comme mécanisme de succession politique. La nomination de Daniel Scioli, comme candidat présidentiel du FPV, rend compte de la manière dont ce principe reste la norme informelle de fonctionnement du péronisme pour la nomination des candidats au pouvoir exécutif. Jusqu'alors, dans le règne de la personnalisation de la politique démocratique, c'est l'autorité du leader face à l'empire des mécanismes formels de régulation l'unique principe régulier de fonctionnement d'une force qui reste encore dans un état de désinstitutionnalisation flagrant. Ainsi, reste aujourd'hui encore en vigueur un schéma non-formalisé de lutte et de concurrence interne entre les dirigeants du parti et les secteurs du kirchnérisme « dur » à l'heure de contrôler les ressorts du pouvoir territorial que conserve encore la structure péroniste.

En guise de conclusion. L'énigme du péronisme face aux élections de 2015

Si nous adoptons un point de vue diachronique, une tendance à la consolidation institutionnelle de la vie politique argentine peut se confirmer, principalement en ce qui concerne l'affirmation du vote comme source de légitimité politique. De 1983 jusqu'à aujourd'hui, le péronisme s'est transformé en syntonie avec ce processus, adoptant son fonctionnement à la vie politique démocratique. La réalisation des internes partisans, dans le contexte des différentes étapes analysées ici, doit se comprendre à la lumière de ce processus. Malgré cette tendance générale, le processus de personnalisation en cours des liens représentatifs et la nature adaptative, distinctive de cette force, en raison de laquelle le péronisme « plie mais ne rompt pas », paraissent porter atteinte à toute tentative de réorganisation du péronisme sur la base de piliers formels, permettant donc sa « partisanisation ». Malgré cela, le scénario politique des élections présidentielles d'octobre prochain peut, d'une certaine manière, modifier cette configuration du pouvoir partisan, faisant que l'essence *mouvementiste* péroniste puisse commencer à s'inscrire dans le format partisan justicialiste.

Les résultats des PASO, réalisées le premier week-end d'août, ouvrent différentes interrogations vis-à-vis des élections générales du mois d'octobre. Le FPV a obtenu, avec

Scioli comme unique candidat présidentiel, un peu plus de 38 % des suffrages ; le front *Cambiamos* (alliance entre le PRO^v et l'UCR), dans lequel Mauricio Macri remporta la majorité, près de 30 % et, finalement, l'alliance UNA avec Sergio Massa à la tête un peu plus de 20 %^{vi}. Si Macri devient le président des Argentins, une bataille sans fin peut se déclarer au sein du justicialisme encourageant sa dispersion et sa désinstitutionnalisation. Sans chef présidentiel et partisan, le PJ perd son attrait comme machine territoriale redistributrice de ressources et le plus probable, c'est que les stratégies centrifuges de ses différents leaderships provinciaux et locaux se généralisent, favorisant sa dilution définitive en tant que centre organisateur de la scène politique argentine. Au contraire, si le candidat du FPV, Daniel Scioli, remporte la victoire, il est possible de prévoir un autre scénario. En ce sens, on peut conjecturer, en fonction du type de leadership qui définit ce candidat, des avancées en vue de la partisanisation du péronisme. Étant donné son style de gouvernement et de construction du pouvoir, moins confrontatif et innovant que celui kirchnériste et en même temps plus attaché à la pratique des accords et des négociations intra-partisans, on peut penser au développement d'un processus d'institutionnalisation. L'interrogation en suspens est donc de savoir jusqu'à quel point on pourra avancer dans ce processus dans le cadre d'une démocratie dans laquelle les leaderships personalistes s'imposent face aux médiations institutionnelles et surtout, sans que ce processus porte atteinte à la capacité du péronisme de s'adapter et ainsi de parvenir à conserver ses positions de pouvoir.

Bibliographie

- ARIAS, Mariana, « *Charismatic leadership and the transition to democracy. The rise of Menem in Argentinean politics* », n°95-02, 1995, p.1-24.
- AUYERO, Javier, *La política de los pobres. Las prácticas clientelares del peronismo*, Buenos Aires, Manantial, 2001, 251 p.
- CASULLLO, María Esperanza, *La reforma política en Argentina: las PASO, ¿elecciones internas, primarias o primera vuelta?*, Proyecto de Reformas Políticas en América Latina (1978-2015), Secretaría de Asuntos Políticos de la Organización de los Estados Americanos (SAP/OEA), Washington, D.C, 2015, p.1-5.
- CHERNY, Nicolás, « La relación presidente-partido de gobierno en el kirchnerismo », dans NOVARO, Marcos (dir.), *Peronismo y democracia. Historia y perspectivas de una relación compleja*, Buenos Aires, Edhasa, 2014, p. 143-159.
- DE LUCA, Miguel et TULA, Inés, « Reglas electorales y dinámicas políticas en la selección de candidatos. Cambios y continuidades de Alfonsín a los Kirchner », dans MALAMUD, Andrés et DE LUCA, Miguel (dir.), *La política en tiempos de los Kirchner*, Buenos Aires, Eudeba, 2011, p. 73-84.
- GUTIERREZ, Ricardo, *Desindicalización y cambio organizativo en el peronismo*, XXI Congreso de la Asociación Latinoamericana de Estudios Latinoamericanos, Chicago, 1998, 26 p.
- LEVITSKY, Steven, *Las transformaciones del Justicialismo. Del partido sindical al partido clientelista 1983-1999*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2005, 387 p.
- MANIN, Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1996, 316 p.
- MUSTAPIC, Ana María, « Del partido peronista al partido justicialista. Las transformaciones de un partido carismático », dans ABAL MEDINA, Juan Manuel et CAVAROZZI, Marcelo, *El asedio a la política. Los partidos latinoamericanos tras la década del neoliberalismo*, Rosario, Homo Sapiens, 2002, p. 137-161.
- NOVARO, Marcos et PALERMO, Vicente, *Política y poder en el gobierno de Menem*, Buenos Aires, Norma, 1996, 557 p.
- NOVARO, Marcos, *Argentina en el fin de siglo. Democracia, Mercado y Nación (1983-2001)*, Buenos Aires, Paidós, 2009, 661 p.

PALERMO, Vicente, « La renovación peronista », dans NOVARO, Marcos (dir.), *Peronismo y democracia. Historia y perspectivas de una relación compleja*, Buenos Aires, Edhasa, 2014, p. 113-122.

ⁱ Sa campagne électorale, clairement différente de celle réalisée par l'Union Civique Radicale, s'organisa à partir du renforcement des loyautés déjà définies et de la satisfaction des requêtes du pouvoir des leaders territoriaux, plutôt qu'à partir de la proposition d'un discours en syntonie avec le climat de l'ouverture démocratique.

ⁱⁱ À titre d'exemple, nous pouvons mentionner la manière dont Antonio Cafiero, président national du parti, fut systématiquement écarté de la table des décisions, intégrée exclusivement par des référents organiques du ménémisme.

ⁱⁱⁱ Cette absence explique également que, depuis la décennie des années quatre-vingts et principalement durant la période 1991-1995, différentes provinces appliquèrent ce que l'on appelle le système de double vote simultané ou « loi de *lemas* » pour l'élection de charges législatives et exécutives provinciales. Dans ce système, chaque parti présente différents « sous-*lemas* » à l'élection générale. Ensuite, le *lema* (ou parti) qui a été le plus voté en ajoutant le score des différents sous-*lemas* est déclaré vainqueur. Résolvant donc les luttes internes en même temps que l'élection nationale, ce système encourage la fragmentation partisane et peut produire différentes distorsions des résultats. Dans l'actualité, seules trois provinces conservent ce système pour les charges locales et la province de Santa Cruz pour l'élection du gouverneur.

^{iv} Il faut remarquer que durant les élections législatives de 2005, la loi des internes partisans établie en 2005 était encore en vigueur. Cependant, la concurrence partisane interne a été peu conséquente.

^v Proposition Républicaine (PRO) est la force politique de Mauricio Macri, chef du gouvernement de la ville de Buenos Aires.

^{vi} Source : <http://www.resultados.gob.ar/web/dat99/DPR99999A.htm>.